



C E T R I

Centre tricontinental

# VERS L'ÉPUISEMENT DU « MODELE » EQUATORIEN ?

## II. LES EVENEMENTS D'AOUT 2015

François Houtart

**Les manifestations et les violences qui ont explosé en août 2015 ont été précédées par plusieurs événements qui ont créé un terrain favorable à la détérioration de la situation. Nous ne pouvons pas être exhaustifs ici, mais nous soulignerons quelques éléments.**

### Les évènements d'août 2015

La décision d'exploiter le pétrole de Yasuni est l'un d'entre eux. Sans doute, y avait-il plusieurs raisons à l'adoption d'une telle mesure. La communauté internationale n'avait pas répondu aux attentes, et le président Correa déclara que ce fut la décision la plus difficile de son mandat. En outre, il a affirmé que seule une infime partie de ce parc national serait touchée par l'exploitation pétrolière car les nouvelles technologies permettraient de minimiser les impacts environnementaux et les communautés locales recevraient une part importante des bénéfices. Cependant, les groupes économiques nationaux avaient aussi intérêt à passer au plan B.

La résistance des jeunes, notamment ceux issus des zones urbaines, à l'exploitation du parc Yasuni, fut le résultat d'une prise de conscience généralisée de l'impératif écologique que nous pouvons retrouver dans de nombreuses régions du monde. En 2014, lorsqu'ils ont organisé une collecte de signatures (pétition) appelant à un référendum, la Commission électorale délégitima le processus et annula des centaines de milliers de signatures avec des arguments juridiques discutables, ayant un caractère formel (le format des formulaires, etc.) s'ajoutant à certaines objections justifiées (répétition de signatures). Quand une délégation de ces jeunes se rendit à Lima pour témoigner devant un tribunal international d'opinion, le bus dans lequel ils voyageaient fut arrêté pour des raisons "techniques", entraînant un retard du voyage.

L'exploitation minière dans la vallée d'Intag par l'entreprise d'Etat chilienne CODELCO, avec l'entreprise publique équatorienne ENAMI, a suscité également une forte opposition dans une partie significative de la population locale. Ce n'était pas la première fois. La lutte avait commencé au début des années 1990, lorsque l'entreprise japonaise Bishimetales avait

remporté la concession d'une partie du territoire de la vallée. La résistance des habitants réussit à faire partir la société en 1997. En 2004, le gouvernement équatorien avait autorisé l'entrée d'une autre multinationale, la canadienne Ascendant Copper. Les 76 communautés de la vallée se mobilisèrent pour l'expulser. Mais le gouvernement démarra le projet Llurimagua avec les deux entreprises citées plus haut. Le 14 septembre 2014, les habitants de la région d'Intag bloquèrent l'accès à la mine. La réponse des autorités fut l'occupation militaire du site et l'arrestation de ses dirigeants en vue de gagner du temps et d'affaiblir les protestations.

Fin 2014, le siège de la CONAIE, concédé par l'État, fit l'objet d'une décision ministérielle de récupération du local à des fins sociales (des logements pour de jeunes toxicomanes). Cette décision fut soutenue par le Président, qui accusa l'organisation d'avoir mené des activités politiques incompatibles avec son statut de mouvement social et de s'être rendue coupable de négligences administratives. La mesure provoqua de fortes réactions nationales et internationales. Finalement, l'ordre d'expulsion fut retiré quelques jours avant la visite du pape, en juillet 2015. Mais les sept mois écoulés dans l'incertitude entraînèrent de nombreuses manifestations et mécontentements.

Le 1er mai 2015, la traditionnelle marche du travail fut divisée en deux. La première fut organisée par les mouvements sociaux traditionnels, et l'autre par le gouvernement et des organisations proches. D'une ampleur similaire, les deux marches étaient toutefois assez différentes pour ce qui est des conditions matérielles de leur préparation. Les participants venus des provinces pour la marche officielle furent transportés gratuitement et reçurent de la nourriture distribuée par les autorités. Dans l'autre manifestation, et pour la première fois, l'un des slogans principaux fut « Correa dehors », et certains groupes de droite s'y joignirent également. A la fin, des violences eurent lieu, menées par des groupes de jeunes cagoulés qui ne purent pas être maîtrisés par les organisateurs.

Autre motif de tension, l'annonce des deux projets de loi mentionnés ci-dessus, l'un sur l'héritage et l'autre sur la spéculation. Ils enclenchèrent une forte réaction des différents groupes de la droite, traditionnelle et moderne prenant pour argument qu'il s'agissait d'une attaque contre la famille. Une partie de la classe moyenne rejoignit le mouvement. Des manifestations quotidiennes furent organisées dans le nord de la capitale, Quito, et il y eut une tentative, menée par des groupes de droite, d'occuper la place de l'Indépendance, siège du palais présidentiel. A son retour d'une réunion à Bruxelles en tant que Président *pro tempore* de la CELAC (Communauté d'États latino-américains et caribéens) Rafael Correa retira provisoirement les deux projets de loi, afin d'apaiser les tensions à la veille de la visite du pape François. Cependant, celle-ci fut seulement une parenthèse dans la confrontation politique. Bien que les explications et les détails fournis par le gouvernement aient eu pour effet d'atténuer l'opposition à ces textes, celle-ci n'a pas pour autant disparu.

Le premier élément de la contestation fut la décision des dirigeants du FUT (un mouvement syndical historique) de décréter une grève illimitée à partir du 13 août, avec plusieurs exigences, dont certaines de caractère politique : le retrait des amendements à la Constitution, y compris celui concernant la réélection présidentielle. Pour sa part, la CONAIE décida d'appeler à un soulèvement indien, en commençant par une marche démarrée le 2 août dans le sud du pays pour atteindre Quito le 12 août. Pour l'organisation indienne, l'objectif de la mobilisation n'était pas d'exiger la démission du président - il doit terminer son mandat - ni de renverser le gouvernement. Par ailleurs, toute alliance avec la droite fut rejetée. Il était seulement question de participer à une marche pacifique.

Préoccupé par une situation restée tendue après la visite du pape, le gouvernement appela à un « dialogue avec tous les citoyens de bonne foi », et commença à organiser des réunions à l'échelle nationale avec divers secteurs de la population. Dans l'espace d'un mois et demi, des centaines de groupes et d'organisations nationales et locales furent contactées. En fait, les discussions furent conduites en grande partie avec des organisations plus ou moins proches du gouvernement. Malgré cela, de nombreuses critiques furent exprimées, qui ciblaient de manière générale le manque de reconnaissance des bases populaires par les organismes et les autorités de l'État. Les organisations indiennes et syndicales traditionnelles refusèrent de participer à ces initiatives, en estimant que les conditions pour le dialogue n'étaient pas réunies, celui-ci se réduisant souvent à une communication des décisions ou des projets gouvernementaux.

La grève du travail, au départ pour une durée illimitée, ne connut pas un énorme succès, même si, dans la capitale, les activités diminuèrent et si le centre de Quito fut paralysé. Il faut rappeler que la grève est illégale dans les services publics où les syndicats ne sont pas autorisés. Le soulèvement indien qui avait démarré dans le sud du pays se transforma en marche qui fut accueillie sans incidents par des sympathisants et des adversaires rencontrés sur le trajet. Mais son impact ne fut pas comparable avec les révoltes du passé. Plusieurs anciens dirigeants de la CONAIE et un certain nombre d'organisations indiennes et syndicats nationaux et locaux se prononcèrent contre la marche. Ce qui permit au gouvernement de parler d'échec.

Pourtant, la marche du 13 août fut impressionnante. Il y avait des dizaines de milliers de personnes. Les Indiens étaient en tête. Dans la marche il y avait aussi des drapeaux noirs caractérisant les groupes de droite. Plusieurs de ces derniers montrèrent une certaine agressivité dans leurs échanges verbaux avec la police. Leurs slogans étaient clairement hostiles au président Correa. Des jeunes cagoulés étaient présents dans plusieurs endroits, malgré l'existence d'un service de sécurité organisé par les mouvements sociaux.

Les partisans du gouvernement et les membres d' Alianza País étaient sur la Grande Place, en face du palais présidentiel, où une estrade avait été installée pour un ensemble musical. Quelques dix mille personnes, dont beaucoup issues des couches populaires, étaient présentes sur la place et les rues avoisinantes, protégées par un dispositif policier et militaire impressionnant afin d'empêcher les affrontements. La garde présidentielle avait été déployée, ainsi qu'un groupe de combattants Shuar vêtus de noir, qui avaient servi dans la dernière guerre contre le Pérou.

A l'arrivée de la marche à proximité de la place de l'Indépendance, au lieu de suivre l'itinéraire prévu jusqu'à la Place Saint-Dominique, un groupe de jeunes cagoulés de la gauche radicale, d'ailleurs assez discréditée - entre autres raisons à cause de l'utilisation de la violence - commença à lancer des pierres et des cocktails Molotov sur la police et l'armée, qui contrôlaient l'accès à la place de l'Indépendance. C'est un fait qu'une partie de la jeunesse de la CONAIE est influencée par eux. Les marcheurs tombèrent dans la provocation. Deux dirigeants d'une organisation indienne se joignirent aux jeunes. La police et l'armée ont réagirent durement, en utilisant des gaz lacrymogènes.

Un autre dirigeant, le président de l'ECUARUNARI, fut blessé par la police et placé en détention provisoire dans un hôpital. Sa compagne, Manuela Picq, journaliste et anthropologue franco-brésilienne, fut également bousculée, placée en détention et transférée dans un autre hôpital, puis dans un lieu de détention du ministère de l'intérieur. Son visa fut

annulé, ce qui déclencha une campagne internationale de protestation. Une juge décida sa remise en liberté, en considérant que sa détention avait été illégale. Elle fut libérée, mais deux jours après un juge rejeta une demande de mesures de protection. Comme elle était restée sans possibilité de se défendre, elle fut contrainte de quitter le pays.

La marche se déroula sans autres incidents jusqu'à la place Saint-Dominique, mais plusieurs manifestants se dirigèrent ensuite vers la place San Francisco, où se produisirent de nouveaux affrontements. La police utilisa des chiens et des cavaliers pour disperser les manifestants, ce qui eut pour résultat des blessés des deux côtés.

Le soir, le président Correa se rendit à la Grande Place pour condamner les participants à la marche par un discours particulièrement dur. Dans une déclaration reflétant toute son exaspération, il affirma que la violence faisait partie de la stratégie de l'opposition. Il dénonça l'existence d'une coalition entre les Indiens, les syndicats et la droite. Il donna des détails sur une tentative de déstabilisation du gouvernement menée par une minorité et réitéra les propos injurieux contre des dirigeants indiens.

Dans une certaine mesure, on peut comprendre son emportement quand on connaît les autres paramètres de la situation du pays. Les prix du pétrole poursuivent leur déclin. La Chine et la Russie, mais aussi les pays voisins, continuent à dévaluer leurs monnaies. Le déficit commercial s'est accentué. Le budget de l'État devrait être sérieusement réduit. A cela se sont ajoutées les menaces d'éruption du volcan Cotopaxi, situé à proximité de Quito, et des prévisions pessimistes concernant le phénomène climatique d' « El Niño. »

Dans les provinces, théâtre durant une semaine entière d'actions des militants de base de la CONAIE, des dizaines d'incidents eurent lieu, tels que des marches non autorisées, des blocages de routes et des occupations de bâtiments publics. Ces actions ont notamment été menées dans la région comprise entre Loja et Cuenca, où elles furent organisées par le peuple Kichwa Saraguro, ainsi que dans l'est du pays (l'Amazonie). A Macas, par exemple, le gouverneur fut retenu dans son bureau par des Indiens Shuar et Achuar, armés de lances à la façon traditionnelle. La réaction de la police fut dure, et les Indiens amazoniens décidèrent finalement de quitter les lieux afin d'éviter une montée de la violence. A Quito, les Indiens campèrent dans des tentes dans le parc Arbolito pendant plus d'une semaine. A partir de cet endroit, les marches se poursuivirent tous les deux jours en direction du centre historique de la ville sans incidents et avec une plus grande maîtrise de la situation par les organisations.

Pendant la première semaine de protestations, une centaine de policiers furent blessés. On compta également une centaine d'arrestations et des dizaines de blessés parmi les Indiens et d'autres manifestants, ainsi que des brutalités contre des femmes indiennes.

A plusieurs reprises, des séances d'évaluation furent mises en place par l'organisation indiennes et les syndicats. Il fut reconnu que la déclaration d'un soulèvement indien aurait dû être mieux préparée et qu'une grève illimitée n'était pas vraiment envisageable dans les circonstances socio-économiques actuelles du pays. Les dirigeants qui essayèrent de se rendre sur la place de l'Indépendance furent critiqués. Ceux qui prétendaient que le départ de Rafael Correa devait être l'objectif principal des protestations furent désavoués, car cette position était en contradiction avec la position initiale de la CONAIE. Pourtant, après la première semaine de protestations, il fut décidé de poursuivre les actions avec des marches dans la capitale et des actions spécifiques dans d'autres secteurs du pays, tout en essayant d'en préserver le caractère pacifique.

Plusieurs membres du gouvernement, conformément à la position du Président, déclarèrent que le dialogue avec les responsables du désordre et du chaos n'était pas envisageable.

Pour l'avenir, il semble évident que la première étape vers une solution consiste à empêcher de nouvelles violences, qui pourraient conduire à la perte de vies humaines et accroître la polarisation. Une telle situation mérite éventuellement une médiation venue de l'extérieur. Une seconde étape serait la création d'espaces propices au dialogue, basés sur une lecture réaliste de la situation. Pour y parvenir, les organisations indiennes et syndicales devraient se démarquer clairement des manœuvres de la droite et le gouvernement devrait reconnaître la légitimité des protestations.

### **Un processus intégré dans une logique mondiale**

Les réflexions de Bolívar Echeverría, l'un des plus grands intellectuels équatoriens d'après-guerre, dont la pensée se situe dans la ligne de l'École de Francfort, nous permettent de comprendre que la situation décrite ici n'est pas un phénomène purement équatorien, ni le projet machiavélique d'une organisation politique particulière, comme Alianza País, et encore moins celui d'un seul homme, le président Correa. C'est la conception occidentale de la modernité qui est en question, parce que, selon cet intellectuel, depuis le début du Siècle des Lumières, cette dernière fut absorbée par la logique du capitalisme. Karl Polanyi, historien de l'économie, a développé des idées similaires en affirmant que le capitalisme est parvenu à dissocier l'économie de la société, ce qui lui a permis d'imposer la loi de la valeur à tous les aspects de la vie communautaire.

L'échec du « socialisme du XXème siècle » est due en grande partie au fait que sa conception du développement humain n'avait pas rompu avec l'ordre antérieur, puisqu'elle concevait le progrès de façon linéaire, comme le résultat de la science et des techniques, et la Planète comme un réservoir inépuisable de ressources naturelles. Pour la même raison, la Chine et le Vietnam ont adopté des politiques économiques basées sur la loi du marché, en ignorant les externalités, c'est-à-dire les conséquences écologiques et sociales. En Équateur, le même manque de vision holistique caractérise la notion du « nouveau modèle productif » : exporter sans tenir suffisamment compte des externalités, à savoir les dommages environnementaux et sociaux.

Il ne s'agit pas de proposer un retour au passé, mais de redéfinir une nouvelle modernité, impliquant un changement de paradigme, avec des applications concrètes et des processus de transition afin de répondre aux besoins de l'humanité et de la Planète. Appliquée à la situation de l'Équateur, cette nouvelle modernité pourrait être baptisée « Bien commun de l'humanité, ou encore *Buen vivir*.

Comme dans d'autres parties du monde, beaucoup pensent que le seul modèle possible, dans la conjoncture actuelle, est une amélioration du capitalisme (social et vert). D'une part, la force du système, malgré la crise, est énorme (on a pu le vérifier en Grèce) grâce à la combinaison du capitalisme des monopoles avec les institutions financières et commerciales internationales. D'autre part, la pensée économique et sociale des mouvements et des nouveaux dirigeants politiques ne s'aventure pas au-delà de la formulation d'une nouvelle forme de « néo-développementalisme » (*neo-desarrollismo*), tout en évitant de faire la critique de la modernité capitaliste. Les défenseurs de ce modèle ont bénéficié d'un réel soutien populaire, qui a commencé à décliner seulement avec l'évolution des conditions économiques mondiales et, dans certains cas, à cause des erreurs commises. A cela on devrait

ajouter l'absence d'une référence crédible après la chute du socialisme en Europe et l'évolution des modèles du socialisme asiatique. Dans une telle perspective, la proposition d'un nouveau paradigme semble illusoire.

Pourtant, une autre pensée est possible et, face à la crise systémique du capitalisme, et notamment de la gravité de la destruction de l'environnement, elle apparaît désormais comme indispensable. Les transitions ne peuvent pas être conçues comme de simples adaptations du système à de nouvelles exigences sociales, culturelles, écologiques. On doit aller résolument vers un nouveau paradigme, basé sur les pratiques dans les différentes sphères de la vie économique, sociale et culturelle, avec une vue d'ensemble (holistique) et sur la base de l'exigence éthique de produire, reproduire et améliorer la vie.

**Lire le volet I. « Le contexte », Analyses CETRI 2015.**

**François Houtart est professeur à l'Institut national des hautes études de Quito (Equateur). Fondateur du Centre Tricontinental, et professeur émérite de sociologie à l'Université Catholique de Louvain.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

